

# **QUI DIRIGERA LES ÉTATS-UNIS APRÈS GEORGE W. BUSH ?**

**L'imprévisible course à la Maison-Blanche 2008**

## **RAPPORT DE COLLOQUE**

Catherine Cournoyer  
Catherine Coursol  
Julien Fournier  
Charles Garofano  
Geneviève Giguère  
Loredana Guarino  
Marie-Hélène Mallette  
Mihaela Roussimova  
Nicholas Tomasino

## QUI DIRIGERA LES ÉTATS-UNIS APRÈS GEORGE W. BUSH ?

ITHQ, 29 novembre 2007, Montréal

### **Conférence d'ouverture**

#### **L'intérêt du Québec dans l'élection présidentielle : la perception du Québec aux États-Unis**

Présidence : Guy Lachapelle, Ph.D., membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

#### ***Le point de vue des médias***

Richard Héту, correspondant à *La Presse*, New York

Richard Héту, correspondant de *La Presse*, présentait le point de vue des médias aux États-Unis par rapport à ceux du Québec. Le Québec, comme le Canada, semble être disparu de l'intérêt des médias américains. Par exemple, il y a eu une seule mention sur les accommodements raisonnables du Québec aux États-Unis. Contrairement à l'attitude des États-Unis face au Québec, les médias québécois s'intéressent aux événements américains. De fait, à l'occasion des primaires des élections de 2008, deux journalistes de *La Presse* seront sur le terrain de l'Iowa pour connaître le candidat qui sera choisi. De la part des Québécois, il y a un intérêt majeur à être informés sur la succession de Bush, car comme l'a dit monsieur Héту : «c'est le président du monde [qui va être élu]». Les élections de 2008 semblent attirer particulièrement l'attention des Québécois, car dans les deux camps, celui des républicains comme celui des démocrates, il y a des changements majeurs en vue. Par exemple, dans le cas des démocrates, à la tête du parti se trouverait soit une femme, Hillary Clinton, soit un Noir, Barack Obama. De plus les médias québécois, lors des élections présidentielles des États-Unis, se lancent le défi de vulgariser le processus électoral.

#### ***Le point de vue du milieu des affaires***

Albert Juneau, responsable des corridors de commerce, Fédération des Chambres de Commerce du Québec

L'intervention d'Albert Juneau portait essentiellement sur l'aspect économique qui lie le Québec et les États-Unis. De fait, monsieur Juneau a fait part des conséquences positives découlant de la signature de l'ALENA. Les échanges canadiens, le commerce et le trafic routier ont augmenté en créant ainsi une mobilisation des milieux d'affaires. D'où la recherche stratégique des régions transfrontalières qui veulent se positionner par rapport à l'axe Nord/Sud des frontières. Il y a trois corridors prioritaires qui sont liés au Québec : New York, la Nouvelle-Angleterre et le Midwest, via l'Ontario. De plus, il faut savoir qu'il y a deux aspects qui influent sur les rapports entre le Québec et les États-Unis : ce sont la distance géographique qui les sépare et le type de secteur économique.

Les États-Unis sont la première puissance économique et politique. Cependant, ils veulent restreindre les communications car le Canada, comme le Québec, est un petit joueur économique et parfois même il semble être inexistant. Toutefois, lorsque les

affaires se font intéressantes de notre côté, les États-Unis sont prêts à conclure. Le Canada et le Québec recherchent une certaine reconnaissance des États-Unis et se montrent alors sous leurs plus beaux aspects. De fait, le Québec est reconnu à New York pour ses ressources technologiques, étant donné qu'il dispose d'une haute qualité de nanotechnologies.

Il y a tout de même l'effet de proximité qui joue en faveur du Québec. Ainsi, rares sont les Américains qui n'ont pas eu de contacts avec les Canadiens, malgré que le français semble être un obstacle. Les forces économiques du Québec avantagent les États-Unis. Dans le domaine de l'énergie, le Québec est très respecté, tout comme dans le domaine du tourisme où l'effet de proximité joue un rôle primordial. Cependant, comme mentionné plus haut, la langue française qui prédomine au Québec peut parfois être perçue comme un obstacle. De fait, dans le cas du tourisme, les Américains craignent de ne pas être compris. Toutefois, les universités anglophones du Québec sont à la base d'une perception positive de la région.

### ***Le point de vue d'un représentant québécois aux États-Unis***

Maël Solen Picard, conseiller aux Affaires publiques, délégation du Québec à Boston

Monsieur Picard a débuté la conférence en annonçant que la prospérité du Québec dépend du commerce entre ce dernier et les États-Unis. Cependant, tout se joue sur la perception qu'on a de la prospérité. Cette perception varie en fonction des régions et du niveau de sensibilisation des élites en place qui se fait par des contacts directs. En effet, 20 % des résidents de la Nouvelle-Angleterre sont rattachés au Canada français par des liens directs avec les Québécois, comme à l'occasion du Festival de jazz ou par les universités anglophones McGill et Concordia. Dans le domaine de la culture, partout aux États-Unis sont connus le Cirque du Soleil et Céline Dion, alors que dans le domaine économique, il y a la biotechnologie où le Québec suit de près la Californie.

Ensuite, il y a des délégations du Québec aux États-Unis pour mousser l'image du Québec et accroître sa visibilité ainsi que pour promouvoir les secteurs prioritaires. Ainsi, le Québec se positionne favorablement dans le domaine de l'énergie, en environnement, en sécurité, dans le domaine des transports et de la culture ainsi que dans la promotion de la langue française.

Alors, les Américains ont un préjugé favorable et positif envers le Québec. Cependant, le Québec reste peu connu. Il occupe une place marginale au sein des médias aux États-Unis. De fait, le Québec n'a fait que trois fois les couvertures des journaux américains et cela pour des controverses. La première manchette concernait l'effondrement du viaduc de la Concorde, la deuxième, la tuerie du collège Dawson et, enfin, lors d'une crise pour les cultivateurs de bleuets.

Enfin, le meilleur moyen pour améliorer la perception des États-Unis envers le Québec est celui d'accroître les relations humaines par la libre circulation des personnes tels que les échanges étudiants.

## **Premier atelier**

### **Les États-Unis à l'aube de l'élection**

Présidence : Donald Cuccioletta, Ph.D., membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM

#### *L'épreuve des primaires*

William G. Mayer, Ph.D., professeur associé, département de science politique, Northeastern University, Boston, Massachusetts

Le professeur Mayer se propose de faire un survol de la course aux primaires 2008. Pour commencer, il faut savoir qu'avant 1970, devenir délégué au congrès d'un parti devient plus facile car les démocrates réforment les règles. À partir de ce moment, la source de pouvoir réside dans la sélection des délégués et non plus dans leur réunion au congrès du parti politique.

Le conférencier explique ensuite les deux mécanismes décisionnels principaux : les primaires et les caucus. C'est durant le caucus qu'aboutie la sélection des délégués au congrès qui s'engagent à voter pour un candidat précis. Mayer compare ici les autres démocraties aux États-Unis : dans la plupart des autres pays, le choix du chef de parti est un privilège qui revient aux membres du parti. Par contre, aux États-Unis, cette décision revient à tous les citoyens. Chaque Américain peut participer aux primaires et aux caucus d'un parti en échange, quelquefois, d'une inscription préalable. Ces processus décisionnels ne se tiennent pas tous en même temps, ils sont séquentiels. Par exemple, les primaires se tiennent généralement de février à mai, puis la course à la présidence s'en suit.

Les premières primaires sont d'une importance cruciale pour les candidats. En général, les deux candidats ayant le mieux performé obtiendront plus d'attention des médias, donc une plus grande visibilité. Cette plus grande médiatisation engendrera un meilleur financement et un changement de l'opinion publique. En fait, le gagnant des premières primaires se retrouve en excellente position pour remporter l'élection au niveau national.

Monsieur Mayer a isolé deux indicateurs qui prédisent sept fois sur huit le résultat des primaires au niveau national. Ces deux indicateurs sont le dernier sondage national et le montant d'argent amassé durant l'année précédant les primaires. Le candidat en tête dans ces deux catégories devrait, selon cette équation, l'emporter. Du côté démocrate, Hillary Clinton se retrouve à l'avant du peloton et semble bien disposée à l'emporter en Iowa le 3 janvier. Elle obtient 43% d'approbation dans les sondages et a amassée 87 millions de dollars. Du côté républicain, la course est serrée entre Giuliani et Romney.

#### *L'opinion publique et le rôle des sondages*

Gary Kaplan, vice-président-directeur, Léger Marketing USA, Philadelphie

Tout d'abord, Gary Kaplan a mené plusieurs études portant sur l'opinion publique ainsi que le rôle des sondages aux États-Unis. En premier lieu, M. Kaplan a expliqué que le processus de nomination est extrêmement complexe aux États-Unis et que la course aux

primaires est très différente d'un État à l'autre. En effet, selon l'État, il existe deux modes de sélection pour le candidat présidentiel : les primaires ou le caucus. Il est donc très difficile d'établir des sondages nationaux par rapport au meneur dans la course, notamment à cause des différences flagrantes des modes de nominations.

Ensuite, il est également difficile dans le cadre de cette campagne aux primaires à mesurer l'opinion publique sur les divers candidats parce qu'il y en a justement beaucoup trop! Effectivement, c'est la première fois en plusieurs décennies que les deux partis politiques américains, soit les démocrates et les républicains, sont à la recherche d'un candidat pour la présidence. De plus, Gary Kaplan a énoncé plusieurs facteurs qui rendaient difficiles de prédire qui sera le vainqueur de cette « horse race ». D'une part, c'est à dire du côté républicain : on retrouve pour la première fois un candidat mormon (Mitt Romney) qui est controversé notamment à cause de sa religion, suivi de Rudy Giuliani dont les idées modérées ne font pas tout à fait l'affaire de l'aile conservatrice des républicains (une part relativement importante), enfin il y a aussi le fait que les grands fournisseurs de capitaux qui sont nécessaires à une bonne campagne n'ont pas encore donné leur appui à aucun candidat républicain précis. Subséquemment, les sondages semblent indiquer que Giuliani stagne à 30 % d'appui dans les derniers mois. Alors que Huckabee, un candidat de la droite conservatrice qui n'avait que 8 % d'appui au début de 2007, risque de bientôt devenir un candidat principal dans le camp républicain. Tout cela à cause de sa capacité à séduire l'électorat conservateur qui représente une importante source de capitaux et de population aux États-Unis. D'autre part, dans le camp démocrate : on retrouve la première candidate femme qui est également la femme de l'ancien président Bill Clinton, Hillary Clinton, suivie de Barack Obama qui est l'un des plus imminents candidats afro-américains à la présidence dans toute l'histoire des États-Unis et finalement, il y a le candidat John Edwards. Concernant ce dernier, il semble que le cancer de sa femme préoccupe davantage les Américains que les idées politiques qu'il pourrait défendre.

C'est donc avec des sondages que les Américains tentent de déterminer qui est à la tête de cette véritable course dont le nombre de participants est important. Mais c'est à ce stade-ci qu'un problème se présente. En effet, la vaste majorité des sondages effectués pendant la campagne le sont à l'échelle nationale tandis que la lutte se fait un État à la fois. Il est donc normal de constater que souvent, les sondages sur l'opinion publique au niveau de toute la fédération américaine ne représentent pas réellement les opinions et intérêts de chaque Américain.

D'ailleurs, le conférencier a mentionné que l'écart entre les candidats est si mince dans les États tenant les premières nominations (Iowa et New Hampshire) qu'il est difficile de se fier uniquement aux sondages pour tenter de prédire l'issue des primaires et, a fortiori, des présidentielles. En bref, pour permettre de mieux savoir comment se déroulera le moment crucial de l'élection, il faudra attendre les résultats de l'Ohio et de la Floride qui sont devenus des États déterminant dans l'élection présidentielle.

### *Showtime : l'information en période électorale*

Karine Prémont, candidate au doctorat, chercheuse associée à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM

Karine Prémont offre une étude de la présence des médias tout au long du processus électoral. Globalement, son exposé dénote l'influence plutôt négative qu'ont les médias sur l'électorat américain.

La conférencière mentionne d'abord que les Américains consultent surtout les journaux en début de campagne pour ensuite se tourner vers la télévision afin de confirmer leur choix. Cependant, la télévision n'est pas un médium favorable aux candidats : les informations défilent trop vite et ne laisse pas de temps de parole aux candidats.

D'ailleurs, les médias sont plutôt des créateurs d'images. Pendant les primaires, ils peuvent choisir les candidats les plus « présidentiables » et leur donner plus de temps d'antenne, en effacer d'autres ou même en ridiculiser un. On pense notamment à Howard Dean, pendant la campagne de 2004. Les médias identifient aussi les enjeux et les répartissent lors des débats entre candidats.

Selon madame Prémont, pendant les primaires, le temps d'antenne est « le nerf de guerre. » Effectivement, des sommes faramineuses sont investies en publicité dans les États qui tiennent les premières primaires, et cela fonctionne : au moment présent, 5 des 16 candidats reçoivent 52% de l'attention médiatique. Du côté démocrate, Hillary Clinton et Barack Obama reçoivent le plus d'attention, tandis que du côté républicain, Giuliani, McCain et Romney sont les plus médiatisés.

Une fois les primaires terminés, les médias continuent de jouer les mêmes rôles, mais en occupent aussi de plus importants. Ils deviennent « critiques, archivistes et pourvoyeurs de résultats », dans le sens où ils se positionnent face aux candidats, détiennent un arsenal d'informations qu'ils présentent à la population et finalement, présentent un portrait des tendances générales et des intentions de votes.

Dans une comparaison avec la scène médiatique canadienne, madame Prémont expose les raisons de la critique des médias. Puisqu'on a aboli l'obligation de temps d'antenne gratuit et égal aux candidats aux États-Unis, les différentes chaînes se sont donné une position idéologique plus ou moins ferme, ce qui résulte en un confort dans les opinions des auditeurs plutôt qu'une confrontation. De plus, la campagne publicitaire des candidats, souvent répétitive et démagogique, renforce cette image négative des médias.

Puis, la conférencière présente des statistiques plutôt étonnantes sur les débats présidentiels : seulement 15 % des Américains les écoutent, et seulement un quart de ceux-ci prennent leur décision après le débat. En général, les gens vont surtout lire et écouter les analyses du débat présentés par la suite. Pour conclure sur le sujet, madame Prémont révèle que pendant toute la campagne, les candidats occupent seulement 12 % du temps d'antenne alors que les journalistes en occupent 72 %, une situation qu'elle semble trouver assez paradoxale.

En terminant, madame Prémont souligne l'importance de l'Internet dans les campagnes actuelles. Dorénavant, tous les candidats possèdent leur propre site exposant leurs idées et leur programme. Les *blogs* sont aussi devenus très populaires auprès de différents groupes afin d'informer ou même de convaincre l'électorat. Les médias traditionnels ont compris cette importance : CNN, en collaboration avec YouTube, diffusent les débats républicains et démocrates en simultané. Internet possède toutefois les mêmes défauts que les médias traditionnels : les gens ont surtout tendance à visiter le site de leur candidat préféré, plutôt que celui de l'adversaire.

## **Deuxième atelier**

### **Gagner l'élection : les enjeux de la campagne de 2008**

Présidence : Greg Robinson, Ph. D., membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

### ***Panorama : succès et échecs de l'administration Bush***

Zachary Selden, Ph.D., professeur adjoint, département de science politique, University of Florida, Gainesville, Floride

Selon Zachary Selden, l'administration Bush aurait trois grands échecs à son actif : la guerre en Irak, l'immigration et les soins de la santé. L'Irak serait un des plus gros échecs de l'administration, mais pourtant ne représenterait pas une occasion de rêve pour les démocrates. La population s'opposant nettement à cette guerre seulement depuis que le nombre de morts et de blessés américains est en hausse, suspendre les opérations pendant la campagne attirerait l'attention médiatique et publique vers d'autres problèmes. Le candidat présidentiel présentant le plus de leadership sur ce sujet sortira vainqueur, indépendamment de son affiliation.

Le deuxième problème de l'administration Bush est l'immigration. Le problème ne se pose pas autant sur les politiques d'immigration que sur le débat politique que cela a occasionné, et l'important clivage qui s'est creusé au sein des républicains. Cela n'a pas seulement été une calamité pour la nation, mais aussi un désastre pour le parti républicain, qui s'en est sorti grandement divisé. Ici encore, le problème ne joue en la faveur d'aucun parti : c'est aux candidats d'en tirer profit.

Quant aux soins de santé, même si l'administration Bush a fait une mauvaise gestion de ce dossier, une grande majorité des Américains sont détenteurs d'une assurance-santé, et ne manifestent pas de mécontentement. Là où les républicains pourraient perdre des plumes au profit des démocrates, c'est que le peuple se montre de plus en plus inquiet de son futur, manifestement aussi en raison de la hausse du nombre de retraités. Les Américains sont de plus en plus suspicieux envers toute instance gouvernementale. Les soins de santé vont donc aider les démocrates, mais à quel point ?

D'un autre côté, cette administration n'a pas connu que des échecs ; on peut notamment dire que les dossiers portant sur l'économie et la sécurité nationale ont été de grandes réussites. Le taux de chômage a été maintenu sous la barre des 5 %, et l'inflation a été négligeable. Les projections sur le PIB prédisent une croissance, très loin de l'idée

préconçue d'une récession probable. Malgré tout, ce n'est pas un dossier acquis pour les républicains : Selden juge que les votes iront vers celui qui présentera une vision plus rassurante sur ce point. Finalement, le renforcement de la sécurité nationale a été un succès républicain, qui jouera probablement en faveur de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani. En fait, suite aux événements du 11 septembre 2001, aucune autre attaque ne s'est produite sur le sol des États-Unis. Il s'agit d'une question bien hypothétique, mais s'il n'y a rien eu, c'est perçu comme un bon indicateur que la sécurité a été bien gérée.

### ***L'état de la diplomatie américaine***

Abigail Friedman, J.D., professeure invitée, département des sciences de l'organisation, George Washington University, Washington, D.C.

Abigail Friedman débute sa présentation en tentant de trouver une bonne définition au concept de « soft power » . Elle le présente alors comme un concept qui utilise la puissance d'attraction, c'est-à-dire qui attire les gens par nos qualités. Dans la diplomatie, cela s'oppose au « hard power », qui est un concept déterminant que les moyens plus forts, tels l'économie et le militaire, sont le meilleur moyen d'attirer les gens d'ailleurs vers nous. Généralement, les qualités étasuniennes les plus mentionnées dans les sondages externes au pays mettent les qualités de justice, de liberté, de foi et d'égalité en avant lorsqu'on mentionne les États-Unis. Il faudrait donc se concentrer sur cela pour attirer les gens d'ailleurs. Cela dit, il est presque impossible de voir un politicien changer sa politique en tenant compte des résultats de l'opinion publique étrangère.

Le professeur Friedman a aussi défini le « soft power » d'une autre façon. Ce pouvoir serait également d'utiliser les outils à notre portée pour valoriser nos valeurs. Elle mentionne alors le département d'État comme outil primordial, mais selon des données qu'elle nous a présentés, son budget est très faible par rapport à celui du Pentagone : on parle ici de 3 milliards face à 500 milliards de dollars. Si le militaire est très important, il ne faut pas négliger la diplomatie et c'est cet équilibre recherché qui est au cœur de nombreux débats médiatiques dans le cadre des affaires étrangères.

Qui doit donc valoriser les attraits du pays ? Le département d'État a été mentionné plus tôt, mais ce n'est pas le seul intervenant du pays qui doit s'acquitter de cette tâche. Abigail Friedman mentionne alors les ONG, qui interviennent au niveau mondial. On mentionne aussi des fondations, comme la fondation de Bill Gates par exemple, qui d'une certaine façon, diffuse les valeurs du pays, particulièrement celle de justice alors qu'elle vise à aider les personnes en difficulté.

Un autre point tourne autour de l'État et de ses limites. Il y a un questionnement sur les limites de l'État et sa façon de travailler. Prenons par exemple les idées du New World Order, d'un état en réseau ou d'une époque néomédiévale. Certains même parlent d'une période de transition, où le travail se concentre sur la société civile.

Bref, il y a diverses façons de voir le « soft power », son impact sur élections américaines et la responsabilité de l'État en lien avec ce pouvoir. Une chose est certaine, les candidats

à la Maison-Blanche devront trouver un moyen de l'inclure au coeur de la stratégie diplomatique des prochaines années.

### ***L'évolution des enjeux prédominants des élections présidentielles depuis la Seconde Guerre mondiale***

Bernard Lemelin, Ph.D., professeur d'histoire, Université Laval, Québec

Bernard Lemelin fait une analyse historique sur les principales campagnes présidentielles, depuis la Seconde Guerre mondiale, durant les époques de crise internationale. Il espère tirer des conclusions qui pourraient nous démontrer l'importance de la crise en Irak en vue des présidentielles de 2008. Pour arriver à ces conclusions, Bernard Lemelin analyse trois élections : 1948, 1968 et 1980.

La campagne de 1948, remportée par le président sortant Harry Truman, s'est déroulée en même temps que le blocus de Berlin. Dans un sondage de l'électorat, malgré la crise en Allemagne, la première inquiétude des Américains était le coût de la vie, le problème de logement et, en dernier lieu, les relations avec la Russie. Les Américains sont plus concernés par les problèmes internes que les problèmes externes. Dans la même veine, le pont aérien sur Berlin, inauguré par Truman, a été véhiculé comme une véritable résistance à l'expansion : la population voit en lui un supporteur du *New Deal*, un opposant aux lois anti-syndicalistes, et Truman s'attire ainsi le support des fermiers et des travailleurs.

La deuxième campagne présentée est celle de 1968, dans laquelle Richard Nixon l'emporte sur Hubert Humphrey. Ces élections constituent une résurrection du parti républicain, et un malaise pour le parti démocrate, qui en a perdu au sud, au profit de l'indépendant George Wallace. À ce moment, les États-Unis menaient une guerre au Vietnam, guerre qui a coûté la vie de milliers d'Américains, et qui a coûté plus de 28 milliards de dollars. Alors, à la question « Quel est le problème le plus important aux États-Unis selon vous », l'électorat américain a choisi à 51 % le problème au Vietnam. La réaction des candidats était bien similaire, mais différente. Alors que Nixon offrait un arrêt et une « désaméricanisation » du Vietnam, Humphrey optait plutôt pour un cessez-le-feu et un retrait immédiat des troupes. L'électorat, qui rêvait d'un retour au calme, a choisi la version de Nixon, qui semblait être un peu plus réaliste que celle de son adversaire.

Un troisième exemple est la campagne qui marque la fin du *New Deal* : l'élection présidentielle de 1980, opposant Ronald Reagan à Jimmy Carter. Elle est marquée par une prise d'otage en Iran, et les invasions soviétiques en Afghanistan. Malgré cela, l'électorat semble ne pas s'inquiéter à propos des affaires étrangères : il est d'avis que l'inflation, le chômage et les problèmes internes constituent les problèmes les plus préoccupants. Bernard Lemelin en vient donc à conclure que même en situation de politique étrangère tumultueuse, la politique intérieure préoccupe davantage les Américains, sauf s'il y a des pertes de vie. Il prédit donc que le candidat qui aura le plan économique le plus intéressant aura de meilleures chances sur son adversaire, et croit que la guerre en Irak aura des impacts considérables sur le vote.

***À la recherche du vote moral : entre religion, peine capitale, avortement et mariage gai***  
Denis Lacorne, Ph.D., directeur de recherche, Centre d'études et de recherches internationales, Institut d'études politiques, Paris

Denis Lacorne a débuté sa présentation en évoquant la passion des Américains pour parler leur foi, faisant un portrait spirituel des différents candidats aux primaires de chaque parti. La course présidentielle de 2008 aura comme enjeu important le vote moral, qui semble influencer de beaucoup les intentions de vote aux États-Unis.

Tout d'abord, il a parlé des trois principaux candidats démocrates, c'est-à-dire Hillary Clinton, Barack Obama et John Edwards. Malgré le fait que le vote religieux puisse sembler l'apanage des républicains, les démocrates également comptent beaucoup sur leur foi. Membres de différentes Églises de la religion chrétienne (méthodiste, *United church of Christ*, etc.), ils soutiennent leur affiliation à leur foi. Si Clinton affirme que sa foi est un élément essentiel de ce qu'elle est, Obama affirme avoir « rencontré » Jésus, tandis qu'Edwards se considère investi d'une « force venue de Dieu ».

Les républicains, de leur côté, comptent les  $\frac{3}{4}$  de leur électeurs comme étant évangéliques. Espérant une bonne partie de leurs voix, ils défendent les valeurs du Sud. Mitt Romney, un mormon, affirme que ceux partageant les mêmes valeurs que les évangéliques ont les mêmes ennemis, notamment le sécularisme (comprenant le laïcisme et l'athéisme), et se montre conservateur quant aux débats animant la société américaine, comme l'avortement et le mariage gay. Rudy Giuliani, divorcé plusieurs fois, reconnaît au contraire ses défauts et se montre relativement ouvert quant aux enjeux moraux. Mike Huckabee, l'ancien gouverneur de l'Arkansas, s'affiche évangélique.

Le professeur Lacorne pose alors la question suivante : pourquoi les candidats accordent-ils autant d'importance à la religion, au vote moral? Selon lui, cela est dû à une mauvaise interprétation du *national election pools* des élections précédentes, selon lequel les électeurs ont affirmé que les valeurs morales étaient leur priorité quand ils choisissaient un candidat. Résultat, tous veulent maintenant séduire ce vote moral, malgré le fait que cette vague soit trompeuse. Les options présentées dans ces sondages (sécurité, économie, valeurs morales, etc.) étant mal définies ou mal divisées, elles ne peuvent être comparées. Les valeurs morales, représentées par une dénonciation de l'avortement et du mariage gay selon la droite religieuse, n'auraient donc pas le poids annoncé, alors que les véritables déterminants du vote auraient plutôt été la sécurité et la guerre en Irak..

L'importance accordée au vote moral viendrait donc plutôt d'une acceptation du stéréotype voulant qu'il ait de l'importance. Du côté des démocrates, cette acceptation viendrait de la volonté de récupérer les électeurs religieux, dont 22 %, modérés ou progressistes, pourraient changer leur fusil d'épaule. Au contraire, chez les républicains, on espère que le vote religieux, victime de trop d'excès depuis quelques temps, pèsera moins. En effet, les nombreux scandales, autant financiers que sexuels, pourraient paraître pathétiques si les républicains n'étaient pas d'acharnés défenseurs des valeurs morales.

### **Troisième atelier**

#### **Les élections de 2008 et le Québec**

Présidence : Carl Grenier, membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQÀM

#### ***En marge ou aux marges de l'impérium ? Le poids du Québec et de ses voisins américains***

André Sénécal, Ph.D., professeur, département d'études canadiennes, University of Vermont, Burlington, Vermont

D'abord, pour introduire son sujet, André Sénécal fait référence au film de Denys Arcand, *Les invasions barbares*, dans lequel les États-Unis sont comparés à l'empire de César. Cette comparaison facile permet cependant de se poser la question suivante : le Québec vit-il en marge de cet empire ? En effet, les candidats les plus prééminents aux présidentielles de 2008 ont chacun publié un essai de 5-6 pages dans la revue *Foreign Affairs*, dans lequel ils soulignent les grandes lignes de leur programme de politique extérieure. Personne n'y mentionne le Québec ou le Canada. Alors, nous pouvons constater que les candidats se préoccupent peu des marges nordiques du pays. Par ailleurs, selon cette revue, le Québec est « la Provence de l'Empire américain. » Selon le panéliste, le prochain président a déjà intégré l'existence des provinces canadiennes : il n'est pas nécessaire alors de s'en occuper.

Par ailleurs, suite aux élections présidentielles de 2008, il ne faut pas compter sur des changements majeurs entre le Canada et les États-Unis. Par exemple, dans le conflit sur le bois d'œuvre, c'est le lobbying qui a prévalu sur l'entente cordiale. Pourquoi le lobbying minimise-t-il les mécanismes de la politique étrangère des États-Unis? Le président doit composer avec la force du Congrès, qui sert des intérêts régionaux et sectoriels. Les négociations entre l'exécutif, le Congrès et les lobbys ont un rôle prépondérant et équivalent. Par ailleurs, André Sénécal a qualifié de forces byzantines les lobbys afin de faire référence, encore une fois, à l'empire de César.

Les relations économiques avec les États-Unis sont d'une importance critique pour le Québec tant pour l'échange de biens que pour le milieu des affaires. De plus, elles sont régies par de nombreux organismes dont l'ALENA, qui a créé l'accord de libre-échange entre les deux pays. Toutefois, depuis 2002, les exportations québécoises en sol américain ne cessent de baisser pour de nombreuses raisons, dont la force du dollar canadien. En outre, les exportations québécoises sont concentrées géographiquement surtout au nord, soit dans la région de l'Atlantique et de la Nouvelle-Angleterre. Ces exportations représentaient, en 2006, 40 % du total des exportations québécoises. Les exportations du Québec vers les États-Unis sont géographiquement concentrées. La région de l'Atlantique et la Nouvelle-Angleterre constituent 40 % du total. Les exportations vers ces deux régions, plus vers le centre nord-est des États-Unis, correspondent à 46 % des exportations du Québec outre ses frontières. En 2006, le Québec a franchi le seuil du milliard d'exportations dans 19 États américains. En fait, l'État de New York est le premier débouché commercial du Québec, la Pennsylvanie le deuxième et le Vermont le troisième. Grâce à ces relations commerciales, le Québec et

les États de la Nouvelle-Angleterre ont donc développé des liens diplomatiques régionaux. De plus, lors du congrès annuel des gouvernements de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, les politiciens adoptent des positions par rapport à des enjeux communs, dont la lutte contre le terrorisme. Ces partenariats prouvent que les ententes et négociations présentes entre les États peuvent être aussi importantes que l'intérêt d'un président. Donc, le Québec vit en marge de l'empire, sauf pour les liens organiques de la vie quotidienne.

***Les courses à surveiller au Congrès, aux postes de gouverneurs et dans les assemblées d'État***

Gary C. Jacobson, Ph.D., professeur, département de science politique, University of California, San Diego, Californie

Le contrôle du Congrès sera un enjeu dominant en 2008. Les deux chambres du Congrès sont en jeu pour la première fois et elles ont un poids à peu près équivalent.

L'électorat est actuellement polarisé entre les lignes de parti par rapport à une variété de problématiques. On assiste à une forte loyauté aux deux grands partis. Pour la première fois, l'électorat traditionnellement démocrate est aussi loyal au Parti démocrate que l'électorat républicain l'est au Parti républicain. Ceci est une des grandes raisons pour lesquelles les démocrates ont pris le contrôle du Congrès en 2006.

Les niveaux d'approbation du président Bush et de la guerre en Irak sont tous deux en forte baisse. Le Dr. Jacobson prévoit que cette tendance se maintiendra jusqu'aux présidentielles de 2008. Il observe que les conditions qui ont mené à la victoire démocrate de 2006 n'ont pas du tout changées.

L'indicateur principal de la tendance du vote, selon le Dr. Jacobson, est le financement des partis. Il constitue le signal de ce à quoi les professionnels s'attendent. En général, les comités républicains sont plus financés. Cependant, à l'heure actuelle, les comités démocrates ont réuni 25 millions de dollars tandis que les comités républicains n'ont réuni que 2,5 millions.

Un autre indicateur révélateur : les retraites. Quand un élu se trouve dans le parti minoritaire et qu'il prévoit que son parti restera minoritaire, prendre sa retraite devient une option tentante. Le Dr. Jacobson a remarqué que 18 représentants républicains ont pris leur retraite. Parmi ce nombre, 13 retraites sont considérées comme étant « fondées ». Du côté des démocrates, il n'y a eu que 5 retraites. De ce nombre, 3 représentants briguaient le Sénat.

Du côté du Sénat, la Virginie, le Colorado, le Nouveau-Mexique, l'Oregon, le Maine et le Mississippi seront en jeu. Les démocrates pourraient y augmenter leur nombre de sièges.

L'électorat est généralement insatisfait des démocrates au Congrès. Les citoyens leur reprochent par exemple de ne pas avoir arrêté la guerre en Irak. Par contre, ces insatisfaits n'obtiendront pas la fin de la guerre en se tournant du côté républicain ! Aussi,

l'économie se porte moins bien qu'il y a trois ou quatre mois, ce qui pourrait faire mal aux républicains.

Malgré tous ces facteurs favorables aux démocrates, le Dr. Jacobson ne considère pas les républicains battus d'avance. Ce parti se trouve actuellement au plus bas, les surprises seront donc vraisemblablement positives.

Aussi, les républicains jouissent d'avantages structurels. Les appuis démocrates sont très concentrés, contrairement aux appuis républicains qui sont plus dispersés. Ce phénomène entraîne des élections où les démocrates gagnent leurs sièges par des marges exorbitantes, tandis que les républicains gagnent le plus de sièges, mais par de petites marges. Par exemple, le Dr. Jacobson cite la campagne présidentielle de 2000, où Gore gagne le vote populaire et Bush le plus grand nombre de grands électeurs.

De plus, le contrôle du Congrès par les démocrates est à risque. En 2006, ceux-ci ont fait des gains aux dépens d'indépendants et de républicains modérés. Ils pourraient perdre ces sièges s'ils se positionnent trop à gauche, notamment en stoppant la guerre en Irak. Par ailleurs, s'ils y mettent fin, ils en deviennent responsables. Cette responsabilité incombe présentement aux républicains.

Le Dr. Jacobson conclue que si la situation reste stable, les démocrates garderont leur majorité au Congrès. Il termine en affirmant que « si Clinton est élue présidente, [il] se présenter[a] au Congrès en 2010 ».

### ***Le Québec et l'État de New York : une région, un avenir***

Garry Douglas, président, Chambre de Commerce du North Country, Plattsburgh, New York

D'abord, Garry Douglas a introduit son sujet avec deux citations de personnes célèbres afin de caractériser la relation canado-américaine : selon Wayne Gretzky, « Échappe-toi là où la rondelle va être » et dans les mots de Al Capone, « Je ne sais même pas sur quelle rue est le Canada ». Pour les Américains, même si on est à 100 miles de la frontière, ils ne savent pas qui sont les Canadiens et Québécois et quelle importance nous pouvons avoir. C'est une conception tout à fait opposée à la conception canadienne, qui est fortement influencée par les États-Unis. C'est pourquoi il est nécessaire de suivre la rondelle afin de voir Québec et New York travailler ensemble pour accroître leur puissance économique.

Aujourd'hui, le Québec et les États-Unis « ne commercent plus, mais il font des affaires ensemble ». Le Canada commerce avec d'autres pays, dont la Thaïlande. Par exemple, une voiture arrivant au Canada des États-Unis va passer 17 fois à travers les frontières, comparativement à une fois entre le Canada et la Chine. On doit alors s'éloigner du vocabulaire et réellement commercer. En ce moment, il n'y a pas de traité politique pour le commerce : il y a une perte d'engagement central de libérer et ouvrir le commerce. Selon le panéliste, en Amérique du Nord, on voit seulement le commerce du sens économique. Cependant, l'Europe, en fondant l'Union européenne, a commencé à

commercer afin d'éliminer les batailles entre les pays et ensuite, ce fut pour améliorer et accroître son économie. Il faut mettre l'accent sur les politiques pour faciliter le commerce entre les deux pays. En ce moment, on revient quasiment à l'époque du protectionnisme. Bush a perdu le sens premier des échanges commerciaux, soit l'essentiel du libre-échange.

Les relations entre Québec et New York sont en émergence, malgré l'inconvénient des frontières, il faut passer par-dessus : « il ne faut pas être paresseux, on doit être intelligent. » Si les gouvernements (de n'importe quel côté de la frontière) ne le font pas, alors on doit rester concentré et être attentif pour améliorer les relations économiques. Le programme aujourd'hui est d'amener les choses à l'étape suivante. En effet, on a besoin d'un meilleur système de douanes afin de faciliter le transport et on doit activer l'exportation entre le Québec et New York. On doit faire entendre la voix du Québec, car le Congrès ne s'intéresse pas à nous, puisque nous n'allons pas voter pour eux. La candidate à la présidence qui est la mieux positionnée sur le sujet Québec-New York et les frontières est Hillary Clinton. En fait, les autres candidats en savent autant que Al Capone en savait ! Selon Garry Douglas, on doit s'accrocher, car dans les prochaines années, le sujet sera très cahoteux. En conclusion, « Merci au Québec d'avoir une position indépendante et active aux États-Unis ». Enfin, cela permet une profonde et longue relation avec les Américains, qui devra être poursuivie et développée par le prochain président.

### ***La sécurité, la souveraineté et les enjeux frontaliers***

Rick Van Schoik, Ph.D., directeur, Centre nord-américain d'études transfrontalières, Arizona State University, Tempe, Arizona

Le Centre nord-américain d'études transfrontalières analyse le continent dans la perspective des frontières.

La frontière entre le Canada et les États-Unis est celle qui a été le plus longtemps non défendue et la paix entre ces deux pays a été la plus durable de l'histoire. Ce phénomène s'explique en partie par des ententes, comme l'accord de libre-échange, qui développent la confiance. La défense de cette frontière est assurée par le NORAD, le *NorthCom* et le *North American Planning Group*. Le Dr. Van Schoik qualifie ce dernier de groupe « super secret » sur lequel on ne semble pas en mesure d'obtenir de l'information.

Il affirme aussi que le Canada est à des années lumières devant le Mexique pour ce qui est de ses frontières respectives avec les États-Unis. Il croit que la relation Canada-États-Unis à l'égard de la frontière pourrait servir de modèle pour une relation trilatérale Mexique-États-Unis-Canada.

Pour ce qui est de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, le Dr. Van Schoik affirme que les Américains ont imposé leur volonté en installant un mur de 370 miles de long. Il n'y a eu aucun progrès, aucune participation significative avec le *Department of Homeland Security*.

D'autres facteurs font en sorte qu'on s'éloigne de la signature de nouveaux accords. Par exemple, citons la capacité économique du Mexique, qui ne s'est pas améliorée. Aussi, le Canada, bien qu'il soit le pays le plus près des États-Unis géographiquement, ne constitue pas leur plus proche voisin idéologique. La guerre en Irak brouille leurs relations. Aussi, on craint la possibilité que des terroristes puissent entrer aux États-Unis en passant par le Canada. De plus, sur le plan de l'environnement, il n'y a pas de consensus sur ce qu'on doit faire.

Selon le Dr. Van Schoik, un tiers de la frontière sud des États-Unis sera éventuellement murée ou clôturée d'une certaine façon et ce phénomène pourrait se reproduire le long de la frontière nord. Il cite le Dr. Jorge Chabat : « Le mur constitue une mesure de sécurité symbolique dont le but est de tranquilliser le public. »

Par ailleurs, le Mexique est en colère par rapport au mur. Le Canada a, selon le Dr. Van Schoik, une meilleure attitude. Ce pays pense qu'il peut échanger librement malgré des mesures de sécurité renforcées.

Que faut-il faire ? Selon lui, on doit « éloigner les frontières de la frontière ». On doit transformer nos alliances bilatérales en une seule relation trilatérale ou en trois alliances bilatérales. On a besoin d'un périmètre de sécurité extérieur et d'une union douanière du style de l'espace Schengen, non d'une réciprocité entre le Mexique et les États-Unis.

Finalement, le Dr. Van Schoik souhaite que les prochains présidents gèrent les frontières de façon moins unilatérale que ce à quoi on a assisté durant l'administration Bush. Il veut voir une conversation trilatérale.